

6 JANVIER 2025

EUROPE INFO HEBDO



USB C, GÉORGIE, ÉTATS-UNIS, NOUVEAUX DÉFIS.

“May you live interesting times”

Avec cette première livraison, toute l'équipe d'EIH vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2025. Souhaitons-nous la force, l'intelligence, l'inspiration, la résilience et la créativité pour affronter un monde complexe. Car à n'en pas douter, nous vivons des "temps intéressants". Sur fond d'aggravation du changement climatique et de dégradation continue du vivant, nous assistons aussi à la remise en cause profonde des institutions internationales et de l'ordre global hérité de la Seconde Guerre mondiale. Une marche vers "l'écologie de guerre" comme la définissait Pierre Charbonnier dès 2022 et qu'il développe dans un livre paru en 2024.

- La révision de l'ordre mondial (cf. EIH 22/10/23) portée par des puissances émergentes ou réémergentes comme la Russie de V. Poutine et l'affaiblissement structurel de l'alliance atlantique suite à la réélection de D. Trump (cf. EIH 11/11/24, bis et ter) apporte son lot d'incertitudes stratégiques, et force l'UE à repenser son rôle dans le monde.
- En outre, le dynamisme de l'économie américaine et l'agressivité commerciale de Trump, les tensions croissantes de l'économie chinoise et l'essoufflement d'un modèle économique européen mercantiliste dont les difficultés allemandes sont l'exemple, soulignent un peu plus le risque de décrochage sur lequel le rapport Draghi avait sonné l'alarme à l'automne.

Meilleurs vœux de l'équipe de rédaction de l'EIH.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Fjollë IBRAHIMI,
Tom LANDFRIED.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

INSTITUTIONS, GÉOPOLITIQUE, DÉMOCRATIE

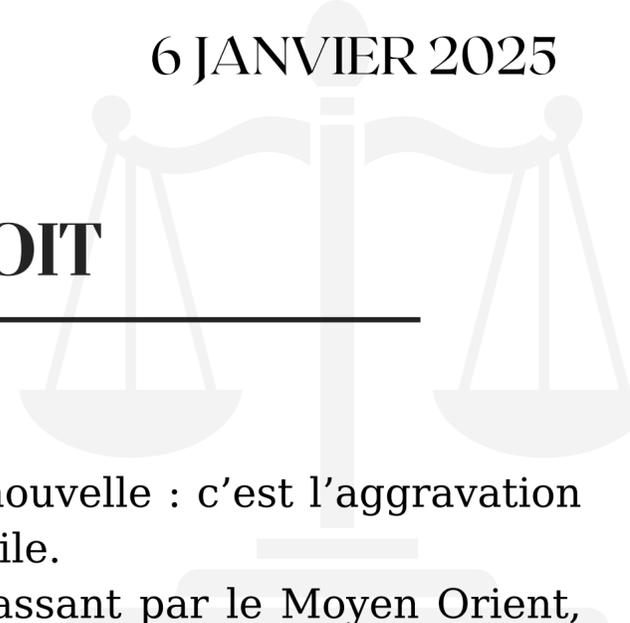
EXISTENZ

Pour l'Union, 2025 sera certainement une année de défis et de dangers. On ne vous infligera pas le cliché "d'une Europe à la croisée des chemins" comme à chaque grande crise existentielle traversée par l'UE, mais une chose est certaine, l'Europe et ses États membres vont devoir se confronter en 2025 à quatre instabilités structurelles, qui sont autant de défis.

- Les déséquilibres politiques intra-européens et les difficultés à maintenir une dynamique d'unité.
 - La crise politique dans laquelle s'enfonce la France depuis la réélection d'Emmanuel Macron en 2022 et surtout après les législatives surprises de 2024 ont précipité la dissolution du leadership français au niveau européen.
 - L'épisode tragi-comique de la désignation du Commissaire français a été perçu par beaucoup d'observateurs comme une illustration de ce recul d'influence.
 - De l'autre côté du Rhin, la fin prématurée de la coalition et les élections anticipées de février s'accompagnent d'une radicalisation des positions.
 - Non seulement avec la montée de l'extrême droite déjà inquiétante, mais dans l'ensemble de l'électorat, et particulièrement du probable successeur d'O. Scholz, le conservateur F. Merz.
 - Sans moteur franco-allemand, l'UE doit aussi compter avec l'effritement de l'influence européenne de Pedro Sanchez, prisonnier d'une coalition minoritaire qui dépend des nationalistes catalans et se retrouve incapable de passer un budget depuis deux ans.
 - Là encore, la violence de l'opposition à la Commissaire européenne Teresa Ribera a illustré le recul de l'étoile du "maverick" de l'Europe politique.
 - Les Pays-Bas abandonnés par Mark Rutte (un allié stable du président français) se débattent avec un gouvernement affaibli par une coalition incertaine sous domination de l'extrême-droite.
 - Il reste donc deux options pour voir émerger un leadership européen parmi les États membres :
 - soit l'Italie si Giorgia Meloni continue de bénéficier d'une faible opposition domestique et parvient à consolider son assise institutionnelle sein de l'UE (son groupe, l'ECR, est le 4e au Parlement européen et elle a réussi à faire investir son candidat à la VP de la Commission),
 - soit la Pologne du vétéran politique D. Tusk qui occupe à présent la présidence tournante du Conseil de l'UE et promet ambitions et professionnalisme à ses partenaires.
 - Il se pourrait que l'arbitre de ce nouvel âge du leadership européen se trouve en D. Trump :
 - G. Meloni a fait le pari d'une relation privilégiée avec le président américain en se rendant dès cette semaine à Mar A Lago,
 - D. Tusk, lui, devra sûrement trancher entre maintenir l'amitié traditionnelle d'un pays historiquement atlantiste et le réalisme de la défense des intérêts européens et polonais, en particulier en matière de sécurité et d'aide à l'Ukraine.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



INSTITUTIONS, GÉOPOLITIQUE, DÉMOCRATIE

EXISTENZ

- La deuxième instabilité qui pèsera sur l'UE en 2025 n'est pas nouvelle : c'est l'aggravation des déséquilibres géopolitiques d'un monde de plus en plus hostile.
 - Les principaux foyers de guerre, du Sahel à l'Ukraine en passant par le Moyen Orient, sont dangereusement proches des frontières européennes.
 - Si l'on ne sait pas encore à quoi pourrait ressembler la paix en Ukraine promise par D. Trump, le danger est grand d'aboutir à un conflit gelé, et une Russie confortée dans sa stratégie agressive de confrontation militaire.
 - La guerre hybride a franchi certains paliers en 2024.
 - Certes, les opérations de déstabilisation et de désinformation menées par Moscou ont désormais toute l'attention des acteurs européens.
 - Elles restent toutefois encore très efficaces comme le soulignent l'opération "mains rouges" (bien décortiquée par Médiapart) ou le relai de l'attaque terroriste de Magdebourg en Allemagne.
- La troisième instabilité concerne les équilibres géoéconomiques. Là encore, il s'agit d'une aggravation des tendances précédentes.
 - Sous la menace du décrochage général et de la difficulté des Européens à répondre à la puissance de la tech américaine se pose la question du modèle économique et réglementaire européen.
 - Dans une analyse au fond, l'ECFR met en lumière les risques liés à une dérégulation accrue et au contrôle des plateformes numériques par des acteurs privés, tout en proposant des mesures pour renforcer l'autonomie technologique de l'UE et préserver ses valeurs démocratiques.
 - Mais la faiblesse de l'UE en matière d'innovation technologique reste structurelle.
 - En outre, le domaine dans lequel l'UE avait un leadership, celui de la décarbonation et de la transformation des pratiques économiques est menacé par la remise en cause directe ou sournoise du pacte vert.
 - Enfin, le modèle commercial, mercantiliste, européen semble avoir atteint ses limites comme l'illustre le cas du règlement sur la déforestation importée.
- Le quatrième danger pour l'UE concerne ses équilibres institutionnels.
 - Le seul îlot de stabilité politique, et d'influence au cœur de l'UE, se trouve dans la Hongrie de Viktor Orban.
 - Une option de leadership européen particulièrement inquiétante pour les valeurs démocratiques et les libertés fondamentales au socle de l'UE.
 - La pression populiste est générale, et les campagnes électorales en Allemagne, en France, ou plus récemment en Roumanie (cf. EIH 2/12/24), le soulignent.
 - Le basculement droitier du Parlement européen sous la pression de 3 groupes de droite radicale et extrême pourrait se traduire par une influence réduite sur le jeu institutionnel européen et laisser une Commission européenne sans contrepoids politique pour répondre aux principaux défis...

Il paraît que l'Europe se construit dans les crises. Cela n'a rien d'original, au fond, car c'est de crise de croissance en crise d'existence que se construisent les individus et les communautés. Mais il faut pouvoir assimiler pour grandir. Le principal défi de l'UE pour 2025 sera dans sa capacité à grandir à la hauteur des dimensions d'un monde qui n'a plus rien à voir avec celui qu'elle a connu.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

TRUMP, MUSK, ETATS-UNIS

INDUSTRIE DE X

L'année 2025 s'ouvre sur une intensification des tensions entre l'Europe et deux figures majeures de l'influence américaine : Donald Trump et Elon Musk. Leur impact combiné redessine les relations transatlantiques tout en posant des défis pour l'unité européenne. En effet, E. Musk incarne un "techno-populisme" qui menace les démocraties européennes.

- En multipliant les prises de position controversées et en soutenant des figures de l'extrême droite européenne, comme Viktor Orbán ou l'AfD, il amplifie les messages polarisants sur X.
 - Il qualifie par exemple l'AfD de "la dernière lueur d'espoir" pour l'Allemagne, une nation selon lui "au bord de l'effondrement économique et culturel".
 - Le 3 janvier 2025, il annonce une discussion publique organisée avec Alice Weidel, présidente du groupe parlementaire de l'AfD au Bundestag, pour le 9 janvier.
 - Il s'attaque également à une décision de justice rendue fin octobre au Royaume-Uni contre l'activiste d'extrême droite Tommy Robinson.
 - Ce dernier, qui a pour vrai nom Stephen Yaxley-Lennon, a été condamné à 18 mois de prison ferme pour avoir répété des propos diffamatoires à l'encontre d'un réfugié syrien, alors qu'il avait déjà été jugé pour une telle prise de position.
 - Cela fait écho à l'annonce de Nigel Farage que E. Musk envisage de faire un don à son parti.
 - Ces actions servent indirectement les stratégies de D. Trump, alignées sur un nationalisme populiste.
 - De nombreux médias européens soulignent également les "ingérences" d'E. Musk par le biais de ses entreprises technologiques, notamment en utilisant Starlink pour déployer un contrôle des flux d'information en zones de conflit.
 - Cette situation met en lumière les limites de la régulation européenne vis-à-vis des géants technologiques américains.
- De son côté, Trump demeure une figure très influente grâce à ses soutiens financiers et médiatiques.
 - Sa rhétorique anti-européenne, combinée aux menaces de quitter l'OTAN ou de réduire les dépenses d'aide à l'Ukraine, complique les efforts de l'UE pour rester unie et maintenir une stratégie de sécurité collective face à la Russie.
- Face à ces pressions, l'UE se tourne vers le renforcement de son cadre réglementaire.
 - La première amende infligée à OpenAI pour violation du RGPD symbolise une volonté croissante de protéger la souveraineté numérique.
 - Cependant, ces efforts n'effacent pas les défis politiques internes.
 - Les divergences sur des questions clés, comme la gouvernance économique et la politique migratoire, laissent entrevoir une Europe encore vulnérable à des influences extérieures.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

GÉORGIE, ELARGISSEMENT, ***HORS JEU***

Si un réveillon géant de la Saint Sylvestre, en plein air à Tbilissi, décoré de drapeaux européens peut faire sourire, il ne doit pas nous faire oublier que ce qui se joue actuellement dans l'ex République soviétique est capital.

- La Géorgie est secouée par des manifestations d'ampleur contre son gouvernement à la fois pro-russe et à l'initiative de sa candidature à l'Union européenne obtenue fin 2023.
 - Les négociations n'ont toutefois pas pu s'ouvrir, contrairement à l'Ukraine et la Moldavie, du fait de l'adoption de législations en opposition avec le projet européen (V. EIH 6.03.2023).
 - Textes manifestement adoptés pour garantir la victoire du parti Rêve géorgien aux dernières élections législatives.
 - Cette victoire acquise à grands renforts de "promesse de paix" et d'adhésion à l'UE ne convainc pas (V. EIH 17.11.2024).
 - Elle rend l'avenir de la Géorgie et de la sécurité du Caucase incertains.
 - Et emporte des conséquences qui rendent la situation encore plus inextricable.
- Le parti Rêve géorgien confirme son rapprochement en direction du Kremlin et le désaveu de son statut de candidat.
 - Alors que 79 % des Géorgiens se déclarent favorables à voir leur pays membre de l'UE, le gouvernement annonce, le 28 novembre 2024, suspendre le processus d'adhésion à l'UE, jusqu'en 2028.
 - Cela peut être compris comme une réponse à l'appel du Parlement européen à l'organisation de nouvelles élections en Géorgie.
 - Explicitement, le Premier ministre géorgien accuse l'UE de chantage.
 - Le soir même, des manifestants pro-UE se retrouvent devant le Parlement à Tbilissi pour exprimer leur désaccord (V. EIH 9.12.24).
 - Les manifestants sont encore durement réprimés, ce qui motive le Parlement à demander des sanctions.
 - La présidente de la République Salomé Zourabichvili refuse toujours de reconnaître le résultat des élections législatives du 26 octobre 2024.
 - Cette figure anti-Kremlin et pro-UE reproche cependant à cette dernière sa lenteur.
 - Jusqu'à la toute fin de son mandat, elle quitte le palais présidentiel qu'elle occupe depuis son élection au suffrage universel direct en 2018.
- Le nouveau président de la République, Mikheïl Kavelachvili, prête serment, le 29 décembre 2024, dans un contexte plus que tendu.
 - Seul candidat, il est élu par un collège électoral exclusivement composé de députés Rêve géorgien.
 - Ancien joueur de football de Manchester, député réélu en octobre 2024, il se présente comme anti-occidental et très conservateur.
 - Des milliers de protestataires ont marché de la présidence jusqu'au Parlement.
 - Fidèles à leur sens de l'humour, on pouvait voir brandis des cartons rouges.

Tout ne semble que partie remise.



GREEN DEAL

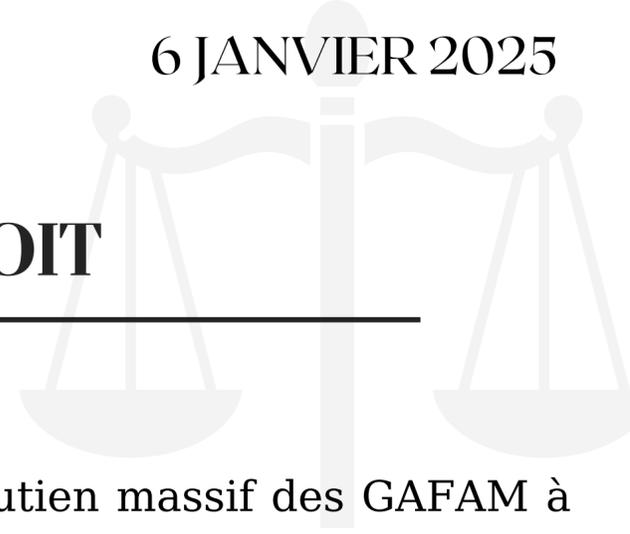
CHARGEUR UNIQUE, DÉCHETS, **PLIÉ**

Qu'est ce que l'UE fait pour moi? Longtemps, au sommet de la liste des réussites du marché unique que la communication compassée des institutions européenne aime à présenter, il y avait au sommet la fin des frais d'itinérance au sein de l'UE (aka roaming) - ces surcharges appliquées par les opérateurs téléphoniques lors de nos déplacements à l'étranger. Avec l'introduction du chargeur unique, pour les petits et moyens appareils électroniques, l'action concrète de la législation européenne se fait plus proche de chacun d'entre nous (et non seulement de ceux qui ont le loisir de voyager).

- Depuis le 28 décembre 2024, le chargeur USB-C est la norme européenne à laquelle tous les fabricants doivent se plier.
 - C'est l'aboutissement d'un processus législatif initié pour mettre un frein à la débauche de consommation de ressources et aux casse-tête technologiques.
 - Fin 2021, la Commission européenne avait proposé ce projet de directive adopté le 7 juin 2022 par les 27 et votée par le Parlement européen en octobre 2022.
 - Cette mesure vise à simplifier l'utilisation des dispositifs pour les consommateurs et à réduire les déchets électroniques, estimés par la Commission européenne à 11 000 tonnes par an dans l'UE.
- Sur le plan économique, cette harmonisation devrait favoriser la compétitivité des entreprises européennes en réduisant les coûts de production.
 - Elle devrait aussi encourager l'innovation en incitant les acteurs du marché à développer des solutions compatibles et durables, renforçant ainsi la position de l'UE sur la scène technologique mondiale.
 - Pour les acteurs économiques extérieurs à l'UE, cette réglementation impose évidemment une adaptation aux normes européennes des pratiques des fabricants.
 - Même les plus rétifs comme Apple.
 - Les entreprises souhaitant accéder au marché européen doivent désormais se conformer à ces standards, ce qui peut représenter un défi mais aussi une opportunité d'alignement sur des pratiques plus durables.
- D'un point de vue géopolitique, cette mesure illustre la capacité de l'UE à imposer ses normes au-delà de ses frontières, laissant anticiper un "effet Bruxelles" et confortant la puissance du rôle normatif de l'UE.
 - En établissant des standards élevés, l'Union européenne influence les pratiques mondiales, contribuant à la promotion de modèles de consommation plus responsables et durables.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



RGPD, SÉCURITÉ NUMÉRIQUE,
CRAFT MINE

On s'en doutait au spectacle des saillies "muskiennes," et du soutien massif des GAFAM à la candidature Trump, mais la tech n'est plus un business comme les autres, comme le rappelle Asma Mhalla régulièrement lors de ses interventions publiques : "les acteurs de la tech sont politiques, idéologiques et géopolitiques". C'est dans ce contexte que la loi sur la résilience opérationnelle numérique (DORA), un règlement de l'UE entré en vigueur le 16 janvier 2023, s'appliquera à partir du 17 janvier 2025.

- Directement applicable dans les ordres juridiques nationaux, il renforce les normes de résilience informatique et de cybersécurité dans le secteur financier.
 - Il aborde notamment la question sensible de l'externalisation, point faible de la sécurité informatique.
- Le secteur financier dépend de plus en plus de la technologie et des entreprises technologiques pour fournir des services financiers.
 - Cela rend les entités financières vulnérables aux cyber-attaques ou aux incidents.
 - Lorsqu'ils ne sont pas gérés correctement, les risques liés aux technologies de l'information et de la communication peuvent entraîner des perturbations dans les services financiers offerts à l'étranger.
 - Cela peut à son tour avoir un impact sur d'autres entreprises, secteurs et même sur le reste de l'économie, ce qui souligne l'importance de la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.
 - C'est là que la loi sur la résilience opérationnelle numérique (Digital Operational Resilience Act, ou DORA) entre en jeu.
- Une série de produits stratégiques pour permettre l'application de la loi sur la résilience opérationnelle numérique est actuellement en préparation par les trois autorités européennes de surveillance
 - l'Autorité bancaire européenne (ABE),
 - l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP)
 - et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

DONNÉES NUMÉRIQUES, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE **GARANT AI**

L'autre enjeu de sécurité, eu égard à la spécificité du *business* des réseaux sociaux, concerne la réglementation sur la protection des données et de la vie privée. C'est sur ce point que la tech américaine peut être mise en difficulté en Europe même si la Chine se présente plus clairement comme une menace.

- L'autorité italienne de protection des données (la Garante) a imposé, le 20 décembre, une amende de 15 millions d'euros à la société mère de ChatGPT pour violation du RGPD.
 - Selon le communiqué de presse de la Garante, OpenAI n'aurait pas notifié à l'autorité italienne une violation du RGPD remontant à mars 2023.
 - L'entreprise américaine a utilisé les données personnelles des utilisateurs pour entraîner son chatbot.
 - L'autorité italienne accuse OpenAI d'avoir agi « sans identification préalable d'une base légale », d'avoir « violé le principe de transparence » et d'avoir manqué à son obligation d'informer les utilisateurs.
- Outre l'amende, OpenAI doit mener une campagne de communication de six mois pour informer largement le public sur le fonctionnement de son IA générative.
 - L'autorité italienne de protection des données souligne que le chatbot ne comporte pas de mécanisme de vérification de l'âge, ce qui risque d'exposer les enfants à des réponses inappropriées.
 - Cette première sanction européenne à l'encontre d'OpenAI intervient après la publication d'un avis du Conseil européen de la protection des données (CEPD) sur l'utilisation des données personnelles dans le développement de modèles d'IA.
- Enfin, la dynamique géopolitique de l'IA s'intensifie. Deepseek 3, lancé par une startup chinoise basée à Hangzhou, se présente en concurrent direct de ChatGPT.
 - Malgré les sanctions imposées par les États-Unis, qui restreignent l'accès aux semi-conducteurs avancés et au financement, la Chine a réalisé des progrès considérables en matière d'autonomie dans le domaine de l'IA.
 - Deepseek 3 affiche des performances comparables, voire supérieures, à celles de ChatGPT, tout en étant nettement moins cher, plus économe en énergie et open-source.
 - Cette initiative ne menace pas seulement le modèle commercial d'OpenAI, il souligne également la façon dont la technologie de l'IA est devenue un champ de bataille pour la domination géopolitique.
 - Ceci, avec des implications couvrant la puissance économique, la défense militaire et la souveraineté numérique.